

# Rapport annuel 2012

**civique**  
**forum!org**

Europäisches BürgerInnen Forum  
Forum Civique Européen  
European Civic Forum



# Sommaire

<b>Forum Civique Européen</b>	<b>2</b>
Les objectifs	
Historique et nouveaux défis	
<b>Migration &amp; Agriculture</b>	<b>3</b>
El Ejido/Espagne : Des actions contre l'exploitation des ouvriers-ères dans l'agriculture	
<b>Alimentation &amp; Autonomie</b>	<b>4</b>
Somonte/Espagne : Terres contre la crise	
Italie : Regards sur le développement rural	
Campaign Seed Sovereignty et une rencontre internationale en Grèce	
Procès contre Kokopelli	
Le film : Semences buissonnières	
La lutte contre le puçage électronique des animaux	
<b>Exil &amp; Migration</b>	<b>8</b>
Une nouvelle génération contre la la politique d'asile inhumaine	
La chasse aux Roms	
Le prix suisse des droits humains « Frontières ouvertes »	
<b>Ici &amp; Ailleurs</b>	<b>10</b>
Mali	
Migration et Landgrabbing	
Solidarité contre la menace d'une mine d'uranium à Faléa	
<b>Archipel</b>	<b>12</b>
La publication mensuelle du Forum Civique Européen	
<b>Adresses du Forum Civique Européen</b>	<b>13</b>
<b>Soutien financier</b>	<b>13</b>

# Le Forum Civique Européen

## Les objectifs

Le Forum Civique Européen (FCE) est un réseau international de solidarité. En organisant des interventions directes sur place de simples citoyens engagés, nous mettons en lumière des dysfonctionnements sociaux peu ou pas dénoncés. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste.

Solidaire dans les situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets ancrés dans la durée, le FCE a l'ambition de contribuer à initier des changements à long terme. Ses missions:

- Envoyer des délégations d'observateurs internationaux dans les régions en crise politique ou sociale et prendre contact avec les victimes d'injustice.
  - Prendre la défense des immigrés sans droits et favoriser leur auto-organisation, ouvrir des lieux d'accueil et de conseil, de formation et de soutien juridique et social.
  - Soutenir une agriculture socialement durable, qui refuse l'exploitation de l'être humain et la destruction de l'environnement
  - Créer des partenariats internationaux entre des initiatives sociales et constituer des réseaux de solidarité
  - Encourager les activités interculturelles pour favoriser la compréhension mutuelle et la prévention des conflits.
- Ce rapport annuel 2012 est émaillé d'exemples de ces activités.

## Historique et nouveaux défis

Le FCE est né dans l'euphorie qui a suivi les bouleversements en Europe de l'Est en 1989. Il a été fondé peu après la chute du Mur de Berlin à l'initiative de citoyens de plusieurs pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, actifs au sein d'organisations telles que le CEDRI (Comité Européen pour la Défense des Réfugiés et Immigrés), le mouvement des radios libres ou la Coopérative Européenne Longo maï.

Entre temps nous nous trouvons confrontés à de nouveaux défis. Il s'agit désormais de trouver et de parcourir les chemins directs de la solidarité avec ceux et celles, tout en bas de l'échelle sociale, qui sont particulièrement affectés par la crise mondiale actuelle.

Forum civique européen  
Bâle, mai 2013

# Migration & Agriculture

## El Ejido/Espagne : Des actions contre l'exploitation des ouvriers-ères dans l'agriculture

Le pogrom en l'an 2000 à El Ejido dans le sud de l'Espagne a déclenché un engagement du Forum Civique Européen qui le préoccupe encore aujourd'hui. Sous des serres en plastique, 3 millions de tonnes de fruits et légumes sont produits annuellement dans des conditions de travail et de vie indignes et inhumaines. Cette forme d'agriculture industrielle s'étend sur une surface de plus de 320 km<sup>2</sup> et emploie environ 100.000 esclaves modernes - très souvent sans le moindre contrat de travail. Il s'agit d'immigrants-es en provenance du Maghreb, de l'Amérique latine, de l'Afrique noir et de l'Europe de l'Est. L'État espagnol tolère cette exploitation.

Face à cette situation, le SOC (Sindicato de Obrer@s del Campo – syndicat andalou des travailleurs agricoles) a créé avec le soutien du FCE deux centres sociaux à El Ejido et Nijar. Ces lieux ont été pensés pour que les migrants-es puissent y dénoncer les accidents de travail et porter plainte

contre l'arbitraire et les agressions. Des syndicalistes expérimentés du SOC y donnent des cours de langues, des informations et des formations afin de renforcer l'auto-organisation des ouvriers-ères concerné-es et aider ainsi les migrants-es eux-elles-mêmes à faire respecter leurs droits à plus long terme. En 2012, le SOC a pu mettre en place la première section syndicale dans une société de conditionnement de fruits et légumes suite aux licenciements arbitraires de 13 femmes marocaines l'année précédente. Le FCE a pu prouver que les produits de cette société, BIO SOL, étaient vendus dans les supermarchés en Suisse. Suite aux pressions de l'opinion publique, un grossiste et Bio-suisse sont intervenus auprès de BIO SOL et ont obligé cette société à donner raison aux revendications légitimes du groupe des 13 femmes marocaines (voir archipel n° 195/207).

En décembre 2012, une délégation du FCE et du SOLIFONDS a rendu visite aux partenaires du SOC pour, entre autre, inviter ces femmes courageuses à des soirées d'information et de discussions en Suisse. (Voir archipel n° 211).



# Alimentation & Autonomie

*«Aujourd'hui toute alternative pour survivre avec dignité doit passer par la lutte pour la terre, l'agriculture paysanne et la souveraineté alimentaire...».*

Conclusion du premier Communiqué des occupants de Somonte, 4 mars 2012.

## Somonte/Espagne : Terres contre la crise

Le 4 mars 2012, 500 journaliers du syndicat SOC-SAT ont occupé le domaine de Somonte (400 hectares) dans la province de Cordoue appartenant à la Communauté Autonome d'Andalousie. L'Espagne connaît une crise économique virulente avec un chômage de plus de 30 %. La ferme occupée fait partie d'un ensemble de 20.000 hectares, divisés en plusieurs domaines, dans différentes provinces, que le gouvernement, en tant que propriétaire, a décidé de vendre. L'économie de cette région andalouse est historiquement façonné par les grands propriétaires fonciers qui exploitent les ouvriers journaliers. Depuis toujours, les membres du syndicat SOC se sont opposés à la distribution arbitraire des terres, aux conditions misérables du travail dans cet agriculture industrielle et aux injustices dans les campagnes. La vingtaine d'occupants installés à la Finca Somonte ont commencé collectivement à travailler les terres et à faire du maraîchage. Mais ils n'ont jusqu'à aujourd'hui aucune garantie de la part du gouvernement andalou, malgré le fait que cette action peut compter sur un appui très large et offre une perspective pour beaucoup d'hommes et de femmes de cette région. Deux délégations du FCE se sont déjà rendus sur place. (Archipel n° 203, 205, 207, 209).

La plus grande partie des terres de Somonte sont exposées à une érosion due aux anciennes monocultures et au déboisement radical. Parallèlement à un appui financier, le FCE a contribué à la mise en place d'une plantation d'arbres. En décembre 2012 une délégation du FCE, les occupants et de nombreux jeunes volontaires venant de toute l'Espagne ont planté des haies de fruitiers et autres arbustes pour créer sur ce terrain un cadre favorable à une agriculture diversifiée. Ils voulaient ainsi émettre un signal fort à l'attention du gouvernement andalou : les femmes et les hommes de la Finca Somonte ne se laisseront pas chasser de ce terrain, ils souhaitent s'enraciner.



## Italie : Regards sur le développement rural

L'auteur et expert de longue date de l'Italie, Jean Dufлот («De Lampedusa à Rosarno - Euromirage», publié par Editions Golias, Lyon, 2011) a réalisé plusieurs études sur les évolutions agricoles en Italie. Conclusion: En temps de crise, les riches placent leur argent dans l'acquisition de terres. Mais cela suscite des résistances. (Archipel n° 209-211).

## *Campaign Seed Sovereignty et une rencontre internationale en Grèce*

En avril 2011 le FCE a organisé, avec l'aide de dizaines d'organisations et d'amis belges une grande bourse aux graines lors de la rencontre internationale sur les semences à Bruxelles. A cette occasion des pétitions signées par plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été remises au parlement de l'UE. Suite à cet événement l'initiative de «Campaign Seed Sovereignty» (CSS) a vu le jour. L'idée de la CSS était d'une part de lier une opposition aux lois restrictives à une sensibilisation d'un public plus large et d'autre part à créer un mouvement de producteurs de semences. S'engager dans la production de semences peut être assimilé aujourd'hui à un acte de désobéissance civique. La CSS ne veut pas devenir une organisation de plus avec bureau etc. mais fonctionner comme un réseau dont les membres prennent le relais pour organiser des rencontres ou des événements (Archipel No 194). Lors des journées à Bruxelles, l'association grecque *Peliti* a proposé d'organiser la prochaine rencontre internationale au moment de sa bourse aux graines annuelle en avril 2012.



Cette rencontre étonnante a eu lieu à Paranesti dans une région très peu peuplée tout au nord de la Grèce, près de la frontière bulgare, dans les montagnes des Rhodopes. C'est sans doute la plus grande bourse aux graines alternative en Europe. Environ 7.000 personnes sont venues d'un peu partout, parmi eux la délégation du FCE. Plus de 25.000 sachets de semences ont été distribués. *Peliti* existe depuis 10 ans et regroupe une dizaine de groupes locaux. Son esprit est centré sur le don et le partage. Ils ne vendent jamais les semences. *Peliti* fait un travail considérable de sauvegarde et de multiplication de variétés anciennes.

(Voir Archipel n° 206 et 207 et écouter l'émission *Semences solidaires*, sur le site de Radio Zinzine, [www.radiozinzine.org](http://www.radiozinzine.org)).

## **Procès Kokopelli et arrêt de la Cour Européenne**

Depuis plusieurs années, le FCE coopère avec Kokopelli, une association française qui a pour but la sauvegarde de la diversité des semences. Elle a été attaquée en justice à plusieurs reprises à cause de son activité «illégal» de vente de semences non inscrites au catalogue officiel. L'un de ces procès a été intenté par l'entreprise «Graines Baumaux». Kokopelli a perdu en première instance et a fait appel. L'avocate de Kokopelli a réussi à convaincre le tribunal de Nancy qu'il existe de sérieux doutes sur la validité de la législation européenne sur les semences, c'est-à-dire qu'elle ne serait pas conforme aux principes fondamentaux de l'UE.

Le tribunal de Nancy a donc fait une requête à la Cour Européenne de Justice (CEJ) au Luxembourg, en lui demandant de se prononcer sur cette question. La CEJ a nommé l'une de ses magistrats avec pour mission de rédiger des recommandations pour la Cour. Elle a publié en janvier 2012 en constatant que la législation européenne (surtout l'obligation d'inscription dans un catalogue) viole les principes de proportionnalité et de non-discrimination, la liberté d'entreprise et la libre circulation de marchandises. Sous les fortes pressions du lobby des semences industrielles *European Seed Agency* (ESA), la Cour a complètement désavoué sa propre avocate-générale et a estimé que la législation européenne était entièrement conforme avec les principes de l'UE et correspondait à l'impératif de productivité agricole. Si la Cour avait suivi les recommandations de sa magistrate, l'UE aurait dû totalement revoir sa législation. (Voir Archipel n° 202 et 207.)

## Film sur la production de semences : *Semences buissonnières*

Les semences sont à l'origine de la vie. Pendant des millénaires, la diversité des plantes cultivées a nourri l'humanité. Ces semences transmises d'une génération à l'autre, sont d'une importance cruciale pour l'alimentation mondiale. Mais cette diversité est de plus en plus menacée. Le choix de variétés à haut rendement, les hybrides, les brevets sur les plantes, l'utilisation d'engrais chimiques, de pesticides et de plantes génétiquement modifiées ont conduit depuis les années 1930 à la disparition de 70 % de la diversité des plantes cultivées. Ces développements menacent la survie de la petite paysannerie et ils mettent en danger la sécurité alimentaire dans tous les pays du monde. La diversité des variétés de semences est indispensables à la survie des êtres humains parce qu'elle permet notamment l'adaptation des plantes aux changements climatiques et environnementaux.

Le film «Semences buissonnières», qui est soutenu par le FCE et produit par la Coopérative Européenne Longo maï, sera un outil pédagogique simple dans sa forme, sa compréhension et sa diffusion. Il laisse un maximum de place à l'image plutôt qu'à des explications en voix off. Il s'adresse à tous ceux et celles qui s'intéressent à la production de semences, des amateurs débutants jusqu'aux paysans, aux écoles professionnelles ainsi qu'aux enfants, à ceux qui veulent contribuer à la conservation

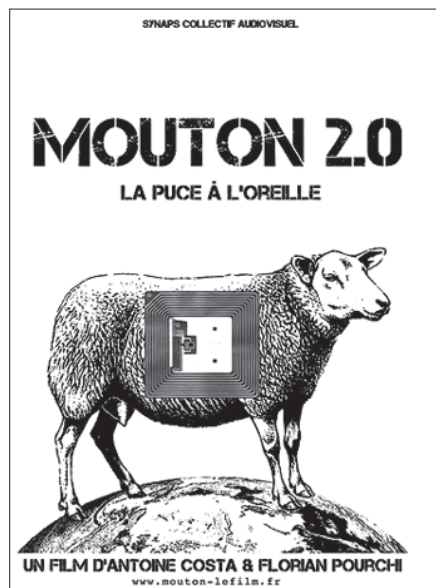


de la biodiversité des plantes cultivées, etc... Depuis novembre 2012 un appel circule pour une souscription publique (20€/25CHF), qui devrait permettre de rassembler la somme nécessaire pour la réalisation de ce film. Le film sera mis à disposition gratuitement via Internet. Contact : seefilm@yahoo.fr

### La lutte contre le puçage des animaux

En 2012 plusieurs transhumances se sont transformées en France en manifestations contre l'obligation du puçage électronique des moutons avec la projection du film MOUTON 2.0 – la puce à l'oreille. Le FCE y était. Ce documentaire dévoile le contexte et les arrières pensées menaçantes de cette nouvelle mesure imposée aux éleveurs.

Le puçage électronique prépare entre autres aussi l'entrée en vigueur, en 2015, d'une ordonnance votée par le parlement français en toute discrétion: «Art. L. 653-7-1. - A compter du 1er janvier 2015, le matériel génétique support de la voie mâle acquis par les éleveurs de ruminants est soumis à obligation de certification, qu'il s'agisse de semence ou d'animaux reproducteurs. Un décret détermine les conditions d'enregistrement et de contrôle de l'utilisation de la voie mâle ainsi que les modalités d'application du présent article.» Cette ordonnance favorise la reproduction industrielle des animaux et a pour conséquence grave la disparition de la diversité génétique.



Le film MOUTON 2.0 est en Copyleft, ce qui veut dire libre pour toute diffusion, projections privées, publiques et scolaires. Il peut être commandé auprès de [www.mouton-lefilm.org](http://www.mouton-lefilm.org). Prix 12€. Durée 77 minutes . Voir Archipel n° 206.



# Exil & Migration

## Une nouvelle génération contre une politique inhumaine

### Suisse: Référendum contre le durcissement de la loi sur l'asile

Dans la session d'automne 2012 le parlement suisse a de nouveau décidé un durcissement de la loi sur l'asile, en plus par un arrêté fédéral urgent. Le texte de loi est le résultat d'un climat d'hystérie xénophobe. Les points les plus importants du durcissement sont les suivants: l'abolition de l'asile dans les ambassades, l'abolition de la désertion comme raison d'asile et l'instauration de camps fermés pour les réfugiés «réfractaires». Sans la participation des grandes organisations et partis, un comité, constitué surtout de jeunes, décidait de lancer le référendum contre la nouvelle loi. Le FCE a soutenu cette démarche dès le début. En trois mois 50.000 signatures authentifiées devaient être rassemblées. Fin décembre il était clair que - grâce à une mobilisation extraordinaire des jeunes - ce référendum allait aboutir. Donc, la démarche spontanée du lancement en valait la peine, et le but de solliciter un débat large dans la société était atteint - à côté du fait que maintenant une votation populaire doit décider sur la loi. L'aboutissement du référendum a montré que de nombreux citoyens et citoyennes suisses sont prêts de s'engager pour le maintien des droits humains et de soutenir une politique de migration plus solidaire.

### Autriche: Refuge d'église à Vienne

Malgré le risque d'expulsion, des réfugiés de plusieurs pays européens ont manifesté publiquement contre les mesures répressives et les conditions

de vies dans les camps et hébergements collectifs des centres d'accueil. Ces marches bien visibles ont été accompagnées par des jeunes solidaires et sensibles au sort qu'on impose à ces hommes, femmes et enfants. A Vienne, l'une de ces manifestations a culminé dans une grève de la faim et l'occupation de la deuxième église de la Ville. L'action est toujours en cours au moment de la rédaction de ce texte. Le FCE appuie la lutte de ces réfugiés et contribue à l'organisation de la solidarité internationale.



### La chasse aux Roms

Une société de concurrence - du chacun contre tous - produit des écarts sociaux inégalitaires géants et a besoin de boucs émissaires. Depuis la Hongrie, via l'Italie, la France jusqu'au Portugal, beaucoup de médias cultivent un anti-tsiganisme et servent des réflexes racistes contre les Roms. (Voir Archipel No 211). Les événements en Hongrie et l'expulsion des Roms par une soi-disant «initiative citoyenne» du quartier les Créneaux à Marseille, sans taire

la politique du «rapatriement forcé» et agressif du gouvernement français face aux Roms de Roumanie ont donné lieu au FCE de se pencher sur l'Anti-tsiganisme.

## Prix suisse des droits humains

### «Frontières ouvertes»

Le prix a été créé par l'abbé des réfugiés Cornelius Koch. Il est décerné par son Cercle d'Amis à des personnes et à des groupes engagés activement pour les droits des réfugiés, des migrants, des personnes socialement défavorisées et des minorités menacées en Europe. Cette distinction est indépendante de toute obédience politique ou religieuse.

En 2012, le „Comité d'Aide Médicale Zakarpattia“ (CAMZ) d'Oujgorod (Ukraine) a été honoré par ce prix. Les cinq femmes du comité, assistées d'une femme médecin, s'engagent avec courage pour les réfugiés et les migrants refoulés à la frontière extérieure de l'Union Européenne. Ceux-ci sont souvent enfermés pendant des mois dans les camps-prisons. Une fois libérés, ils tentent de survivre „à l'extérieur“ dans des conditions extrêmement difficiles. Le CAMZ leur fournit des conseils juridiques, un suivi médical et un soutien humain.

Le 3 avril 2012 le prix a été remis au CAMZ dans le bâtiment de l'administration du district de Transcarpatie à Ouj-

gorod en Ukraine. Plusieurs représentants du gouvernement et du parlement transcarpatiens, l'ambassadeur suisse de Kiev et des représentants des médias régionaux ont participé à cet acte solennel. Dick Marty, connu internationalement pour son engagement pour les droits humains et ancien Conseiller aux États du Tessin, était arrivé de Suisse avec les membres du «Cercle d'amis de Cornelius Koch». Cette délégation, co-organisée par le FCE, était mandatée par plusieurs centaines de citoyens et citoyennes qui soutenaient la démarche avec une déclaration de solidarité. A la fin de la cérémonie, un chèque de 10.000 euros a été remis aux lauréates du CAMZ, une somme qu'elles emploieront pour la poursuite de leur travail avec les réfugiés.

(Archipel n° 200 et 204)

Dick Marty à Oujgorod



# Ici & ailleurs

*«Que les chèvres se battent entre elles dans l'enclos est préférable à la médiation de l'hyène»*

Proverbe bamanan – Mali

## Mali

Les actions de protestations contre la première expulsion de masse – le charter des 101 maliens – organisé par le ministre de l'intérieur français Pasqua en 1986 sont à l'origine de liens d'amitiés qui depuis lient des membres du FCE à leurs amis maliens. L'intervention militaire de la France au Mali fait que ce pays est de nouveau présent dans les informations, qui transmettent essentiellement les préjugés paternalistes et eurocentristes face à l'Afrique et ses habitants.

## Migration et Landgrabbing

(accaparement de terres)

L'Office du Niger (ON) au Mali est le plus grand projet d'irrigation dans la zone du Sahel occidental. Il a été mis en place en 1932 avec pour but de favoriser la production de coton pour l'industrie française dans le delta intérieur du Niger, entre Ségou et la frontière vers la Mauritanie. L'administration de l'ON a été nationalisée au moment de l'indépendance, en 1960. Les parcelles de terres attribuées aux paysans ont été fixées d'une manière contractuelle et l'usufruit est héréditaire. L'administration de l'Office du Niger s'occupe de gérer l'infrastructure d'irrigation, de conseiller, de fournir de l'eau potable et de produire de l'électricité. En 1995 le Mali a adopté la gestion territoriale - une sorte de copié-collé - de la constitu-

tion française. La propriété privée du sol est rendue possible. Depuis, des fonctionnaires de l'État mais également des administrateurs de l'ON acquièrent des terrains de paysans en faillite et attribuent des contrats sur d'énormes surfaces de terres irrigables à des multinationales et à des sociétés en provenance des États producteurs de pétrole ou des États du BRIC. Ainsi des milliers de petits paysans maliens perdent l'accès à la terre. Dans ce contexte, plusieurs délégués de l'organisation Afrique Europe Interact, parmi eux aussi des membres du FCE, se sont rendu au Mali pour rencontrer des ONG du Mali, comprendre la situation de ces paysans et pour contribuer à faire connaître leur résistance. Parmi les diverses publications consacrées à ces faits, il y aussi un supplément spécial du quotidien allemand TAZ qui a été produit. Depuis des années une élite corrompue profite et s'enrichit au Mali derrière une façade démocratique. L'armée malienne, transformée par ces milieux en supérette (libre service) est devenue un endroit pour gravir les échelons de la hiérarchie uniquement pour faire carrière.

Le Front de libération nationale de l'Azawad (MNLA) a été fondée en octobre 2011. La conquête de quelques villes dans le Nord du Mali par le MNLA en coalition avec des organisations islamistes, ainsi que les massacres de soldats de l'armée malienne, mal approvisionné et sans équipement ont déclenché une mutinerie des cadres inférieurs de l'hiérarchie militaire dans

le sud du Mali. Le gouvernement s'est écroulé et les jeunes capitaines se sont soudain vus comme putschistes avec la charge de responsabilité gouvernementales. Ce changement rapide a été accueilli par la majorité de la population du Mali avec sympathie mais il a été condamné par les États voisins et la communauté internationale. Des sanctions économiques ont immédiatement bloqué les flux financiers de l'aide au développement provoquant une pénurie monétaire et le renchérissement des denrées alimentaires. L'arrivée des réfugiés venant du Nord a renforcé la faim dans le sud et l'accélération de l'appauvrissement. L'élite au pouvoir déchu et les ingérences les plus diverses de l'étranger ont empêché pendant des mois la tenue d'une concertation nationale – une conférence qui rassemble toutes les forces de la société malienne pour clarifier la corruption, les causes de l'échec des 20 ans de démocratie et pour discuter d'un renouveau.

### Solidarité contre le projet d'une mine d'uranium à Faléa (Mali).

Le FCE et l'initiative citoyenne ARACF (Association des ressortissants et amis

de la Commune de Faléa) tentent de prévenir la destruction de l'une des dernières réserves naturelles du Mali par le projet d'une mine d'uranium et d'autres projets d'extractions. Un allié très précieux s'est engagé en 2011 et 2012 dans le réseau de solidarité autour des habitants de Faléa. L'internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire – IPPNW - organisation qui a reçu en 1985 le prix Nobel de la paix - a organisé en coopération avec l'ARACF à Bamako une conférence internationale sur le thème uranium, environnement et santé du 16 au 19 mars 2012. Des scientifiques et des témoins de différents pays et continents ( Afrique, États Unis, Europe, Australie et Inde) se sont exprimés sur les conséquences du nucléaire en présence d'une délégation d'une soixantaine de personnes du Cercle de Kéniéba et de la Commune de Faléa. Les participants-es venant d'Arlit, où la multinationale française AREVA exploite depuis plus de quarante ans des gisements d'uranium, ont invité les habitants-es de Faléa à venir visiter ces lieux d'extraction au Niger.

Le terme « Cercle de Kéniéba » correspond à un département en France. Il est composé de douze communes parmi elles Faléa. Les autorités municipales et départementales souhaitent - en collaboration avec l'ARACF - organiser une consultation populaire dans les 21 villages de Faléa pour que chaque habitant-e en âge de voter puisse se prononcer pour ou contre le projet de la mine d'uranium. (Archipel n° 204 et [www.falea21.org](http://www.falea21.org).)



# Archipel

Archipel, mensuel du FCE en français et en allemand paraît depuis 1993 onze fois par ans. Avec un tirage de 5'000 exemplaires il est distribué en Allemagne, Autriche, France et avant tout en Suisse. L'Archipel est aussi envoyé gratuitement vers l'Europe de l'Est, l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine aux contacts du FCE, qui ne peuvent pas se permettre de payer un abonnement. Archipel informe sur les activités du FCE et d'autres groupes et individus,

publie des reportages et analyses sur les actualités politiques, mais également des réflexions sur l'histoire et la philosophie.



## Site Internet

Ce rapport annuel est structuré de la même manière que le site Internet du FCE. Sous l'adresse [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org) vous trouverez les archives des articles qui étaient publiés les dernières années dans « Archipel » mais également d'autres articles thématiques ainsi qu'un calendrier avec les rencontres et manifestations auxquelles le FCE participe. Il est également possible, sous la rubrique « commander » d'acquérir nos différentes publications, émissions radiophoniques et livres. Sous « partici-

per » vous trouverez différents moyens de soutenir nos activités par des dons.

A cette fin, vous pouvez utiliser un de nos différents comptes (Euros ou francs suisses), les paiements électroniques avec Paypal ou e-banking ou les ordres de paiements réguliers avec la poste ou votre banque par débit direct. La dernière forme est celle qui génère le moins de frais, la totalité de vos versements nous parvient ainsi directement. Merci d'avance pour tout soutien.

Forum Civique Européen, Comité Suisse  
Europäisches BürgerInnenforum (EBF), Komitee Schweiz  
St. Johans-Vorstadt 13, Case postale 1848  
4001 Basel  
Tel: +41-61-262 02 47  
e-mail: [ch@forumcivique.org](mailto:ch@forumcivique.org)  
[www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

### **En couverture**

Plantation d'arbres sur les terres occupées à Somonte, Espagne

### **Impression**

Ropress, CH-8048 Zürich

### **Images**

Archive FCE, Daniel Weber (page 8).

# Adresses du Forum Civique Européen:

## Suisse:

Forum Civique Européen  
Case postale 1848  
4001 Basel  
Tel.: +41-61-262 02 47  
e-mail: [ch@forumcivique.org](mailto:ch@forumcivique.org)

## France:

Hameau de St-Hippolyte  
F-04300 Limans  
Tel.: +33-492 73 05 98  
E-mail: [fr@forumcivique.org](mailto:fr@forumcivique.org)

## Autriche:

Lobnik 16  
A-9135 Bad Eisenkappel/  
Železna Kapla  
Tel.: +43-42 38-87 05  
E-Mail: [at@forumcivique.org](mailto:at@forumcivique.org)

## Site internet:

[www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

## Allemagne:

Hof Ulenkrug  
Stubbendorf 68  
17159 Dargun  
Tel.: +49-399 59-20 329  
E-Mail: [de@forumcivique.org](mailto:de@forumcivique.org)

## Ukraine:

vul. Borkanyuka 97  
90440 Nizhne Selishche  
Khust, Zakarpattia  
Fax: +380-31 42-512 20  
E-Mail: [ua@forumcivique.org](mailto:ua@forumcivique.org)

## Roumanie:

Joachim Cotaru  
str. Bisericii 234  
557168 Hosman (SB)  
Tel./Fax +40-269-583 153  
E-Mail: [ro@forumcivique.org](mailto:ro@forumcivique.org)

## Soutien financier

Dons en CHF: ccp 40-8523-5

Dons en EURO: BKB\_EURO\_KONTO IBAN: CH560077 0016 5490 9272 8

BIC: BKBBCHBBXXX

L'association FCE est reconnue d'utilité publique en Suisse.

**civique**  
**forum!.org**

Europäisches BürgerInnen Forum  
Forum Civique Européen  
European Civic Forum  
Foro Cívico Europeo